

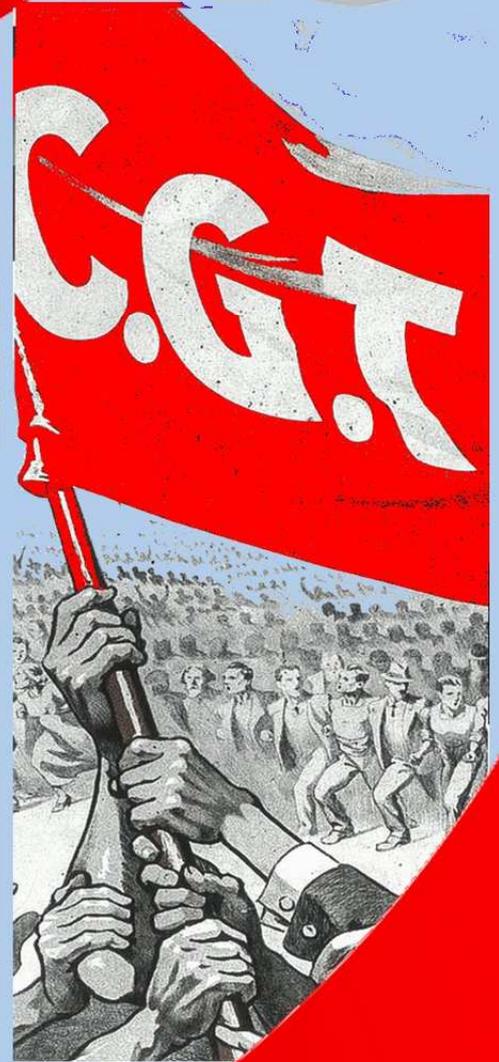
Les Cahiers

N° 4

la
cgt

INSTITUT
D'HISTOIRE
SOCIALE

mosellan



Les Photos

1. 8 mai 2025, Mémorial du Struthof.
2. Metz, rue Serpenoise, pendant l'annexion.
3. 8 mai 2025, Neue Bremm.
4. À droite, extrait d'une couverture du Travailleur CGT

Laurent Mousnier

Jean François Lassagne

Mise en page par Michel Féray

Les Cahiers de l'Institut Mosellan d'Histoire Sociale

Bulletin N° 4

Institut Mosellan d'Histoire Sociale de la CGT – 10, rue de Méric – 57 050 – Metz

Édito

2025, année de commémorations

Le 8 mai 2025, 80e anniversaire de la Libération et de la chute du nazisme, fut marqué par deux initiatives de commémoration. Initiée par la CGT Grand Est avec le concours des IHS concernés, la cérémonie au camp de concentration de Natzweiler-Struthof rendit un hommage militant aux déportés qui eurent à subir cette terrible épreuve. Parmi elles et eux, en provenance du Sonderlager Feste Göben du Fort de Queuleu près de Metz, 714 se trouvèrent être des membres du Groupe Mario, principale force de la Résistance en Moselle. À l'issue de la visite du camp guidée par l'historien Cédric Neveu, cet hommage commun fut rendu par plus de 300 militants(es) venus de la Région Grand Est, accompagnés(es) de Sophie Binet et de délégations syndicales du DGB (Confédération allemande des syndicats : Deutscher Gewerkschaftsbund), des Commissions Ouvrières des Asturies, de la CGIL de Rimini (CGIL : Confédération générale italienne du travail = Confederazione italiana sindacati lavoratori) et de la Confédération Saint-Marinaise du travail. Dans le même temps, une cérémonie d'hommage se tenait au camp de la Neue Bremm, à la frontière allemande près de Sarrebruck, où nombre de résistantes, résistants et ennemis des nazis, tant allemands que français, furent déportés. Parmi elles et eux, une vingtaine de membres du Groupe Mario, dont plus de la moitié mourut dans les camps, surtout des cheminots du secteur de Sarreguemines-Bitche et des mineurs. Cette cérémonie rassemblait Français et Allemands, notamment de la CGT, de Ver.di (Ver-einte Dienstleistungsgewerkschaft = syndicat unifié des services), du PCF, du DKP (Deutsche Kommunistische partei = Parti communiste allemand), de Die Linke (= La Gauche).

Le Groupe Mario de Résistance fait donc l'objet d'un article, ainsi que de deux biographies, celle d'Annie Schulz et de Jean Burger.

2025 est aussi l'année du 130e anniversaire de la création de la CGT : Laurent Mousnier s'est penché sur **la commémoration en Moselle du Centenaire de la CGT** et montre comment la centrale syndicale a su **s'approprier son histoire** et créer un événement tant militant que culturel.

2025 est enfin celle du 50e congrès de l'UD de Moselle et, à cette occasion, l'IMHS avait réalisé une exposition qui rencontra un franc succès. Nous reprenons **son intervention aux congressistes**. L'exposition est disponible et à disposition des syndicats et structures. De plus l'IMHS disposera en septembre d'une autre exposition sur les 80 ans de la Sécurité Sociale.

Sommaire

Le Groupe Mario de Résistance en Moselle annexée.	3
Centenaire de la CGT : s'approprier son histoire	22
50e congrès de l'UD de Moselle	33
Biographies de Jean Burger et Annie Schulz	36

Nous vous souhaitons une bonne lecture estivale de ce N° 4 des cahiers de l'IMHS.

Le Groupe Mario de Résistance en Moselle annexée.

J.F. Lassagne

La CGT réunifiée, une force syndicale prépondérante en Moselle.

Le 5 janvier 1936, cent cinquante délégués mosellans de la CGT et de la CGTU constituent l'Union départementale réunifiée qui rassemble trente-cinq syndicats. Louis Nillès en est le secrétaire général, la CGT comptant alors 80 000¹ membres en 1937 en Moselle. L'organisation représente une force militante présente sur l'ensemble du territoire du département, essentiellement concentrée dans les usines et puits de mine des bassins industriels.

Dans la métallurgie mosellane, les effectifs syndiqués passent de 6 000 en juin 1936 à 27 500 membres dénombrés au congrès de l'USTM (Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie) les 20 et 21 mars 1937 à Thionville². À Petite-Rosselle, domaine minier des de Wendel, la CGTU³ compte 1 700 syndiqués en 1929 et une large audience qui se renforce avec la réunification. Les centres de la SNCF, gares, ateliers, triages et voiries sont également très fortement structurés syndicalement, notamment à la CGTU, puis à la CGT réunifiée. Par exemple, en 1930, Jacques Schneider est secrétaire du syndicat unitaire des cheminots de Metz–Montigny-lès-Metz qui compte près de 1 500 membres. De mai 1931 à mars 1933, il en est le secrétaire adjoint et participe à la réunification des syndicats de cheminots unitaires et confédérés de la Moselle à la fin 1935. Il est nommé assesseur du syndicat CGT réunifié de Metz-Sablou qui rassemble alors environ 1 100 adhérents. Il travaille alors à la gare de triage. *Par la suite, membre du Groupe Mario, il meurt le 15 octobre 1944 à Gusen, kommando du camp de Mauthausen (Autriche annexée).*



Front Populaire à Moyeuvre

¹ Henri Lorang : *Luttes, Espoirs, Libertés. Les masses laborieuses de Moselle, 1789-1950*, manuscrit non publié.

² Idem

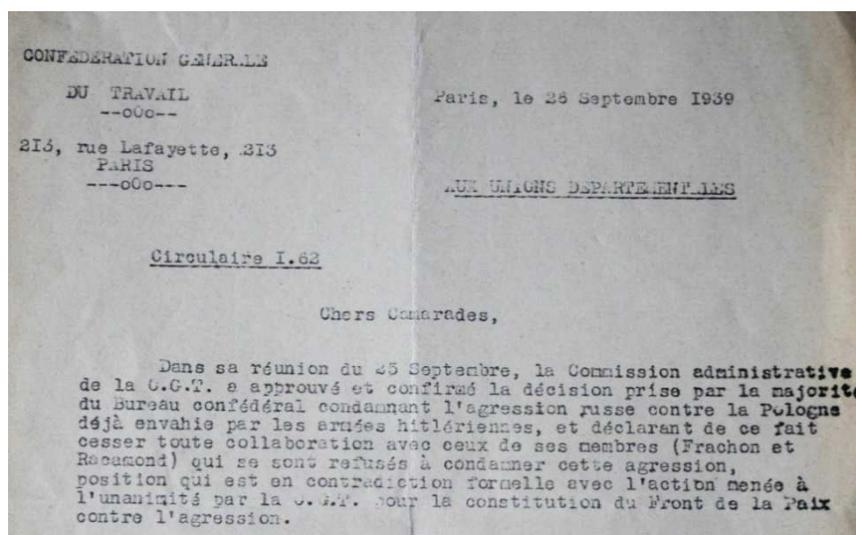
³ La Confédération générale du travail unitaire (CGTU) est née en 1921 d'une scission de la CGT. En 1936, sous le Front Populaire, c'est la réunification. Cf. l'intervention de l'IMHS au 50^e congrès de l'UD de Moselle (3^e article).

Aux ateliers de Basse-Yutz, la CGTU dirigée par Pierre Kuhl rassemble 1 200 adhérents en 1934. Celui-ci, passionné de musique, était l'un des animateurs de la musique cheminote « La Lyre » de Basse-Yutz au début des années vingt qui rassemblait en majorité des militants du syndicat CGTU. C'est aussi à cette époque qu'il adhère au Parti communiste. La musique des chemins de fer devient vers la fin des années vingt la société de musique « Solidarité » dans laquelle jouent plusieurs conseillers municipaux communistes, dont Pierre Kuhl.

À Sarreguemines, le syndicat CGTU des cheminots, dirigé par Nicolas Kalis se compose de 250 adhérents. En juillet 1935 celui-ci est membre du comité dirigeant du syndicat de la CGT réunifiée des cheminots CGT de Sarreguemines. *Déporté, il meurt le 24 février 1945 à Dachau.*

Avec le Front Populaire les partis politiques de gauche se renforcent également. Le Parti communiste voit ses effectifs passer de 1 300 en 1935 à 6 000⁴ en 1938.

Après le succès du Front Populaire et le mouvement de grève inédit de juin 1936 où la classe ouvrière engrange les conquêtes sociales, le patronat engage la contre-offensive contre les accords Matignon. Dans la foulée, les décrets-lois Raynaud remettent en cause notamment la loi sur les 40 heures et la réaction de la grève générale du 30 novembre 1938 déclenchée par la CGT se solde par le licenciement de plus de huit cent mille ouvriers en France, des procédures et des peines de prison, et une forte chute des effectifs.



Extrait de la circulaire de la CGT du 26 septembre 1939 aux Unions départementales, signée Léon Jouhaux, notifiant la rupture avec les communistes de la CGT.,

Exclusions de la CGT et dissolution du Parti communiste.

Par la suite, l'exclusion des communistes de la CGT après la signature du pacte germano-soviétique en 1939 porte un nouveau coup à la capacité de mobilisation de la classe ouvrière, alors que, dans le même temps, la dissolution et l'interdiction du Parti communiste en septembre 1939 par le gouvernement Daladier contraignent à

⁴ *Prendre sa carte, 1920-2009*, Roger Martelli, Fondation Gabriel Péri

la clandestinité ceux de ses membres qui ne sont pas mobilisés, les autres étant emprisonnés. Les municipalités communistes d'Hagondange, d'Amnéville, de Saint-Julien et de Mondelange sont suspendues et remplacées par une délégation spéciale.

La guerre, la défaite et l'annexion de l'Alsace-Moselle.

Après la *Blitzkrieg* (la guerre éclair) de la Wehrmacht, le drapeau nazi à la croix gammée flotte déjà le 17 juin 1940 sur la mairie de Metz. L'armistice ne sera signé que le 22 juin dans le wagon du bois de Rethondes, là où l'avait été le 11 novembre 1918 celui qui mettait fin à la Première Guerre mondiale.

Dans ce contexte de l'annexion de l'Alsace-Moselle au III^e Reich allemand et après l'expulsion⁵⁵ d'une partie des mosellans (autour de 100 000), francophones considérés non « germanisables », à l'exception de certains travailleurs jugés par contre indispensables (mineurs sidérurgistes, cheminots, commerçants...), la population restée sur place est considérée comme allemande par l'occupant et, de ce fait, soumise à la dictature nazie. Ainsi, tout acte de résistance est considéré comme un acte de trahison envers le Reich.



Les troupes allemandes, place de la mairie à Metz.

La Résistance se constitue.

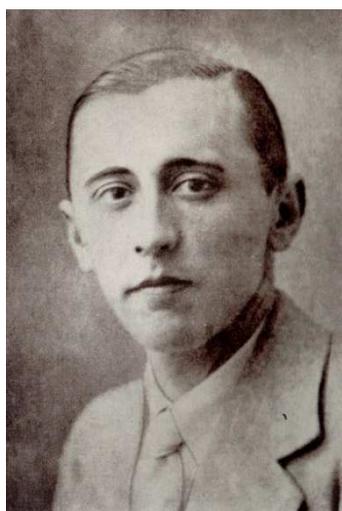
Les premiers actes de résistance sont produits dès 1940, tel le cheminot de Metz, Jean-Baptiste Rohrman qui provoque la noyade dans la Moselle de plusieurs

⁵⁵ Parmi les mosellans expulsés, un certain nombre s'engagent dans la Résistance sur leurs lieux d'accueil, comme, par exemple, Prosper Leroy de Béchy, âgé de 20 ans, expulsé en Dordogne avec sa famille, maquisard qui participe à la libération de La Rochelle. Joseph Bachmann de Freyming-Merlebach quitte la Moselle et résiste dans un maquis de la Vienne, Alfred-Georges Muller d'Amnéville dans le sud, dirigeant du Comité de Libération de Monaco.

militaires allemands le 18 juin, ou encore, durant le second semestre de 1940, des mineurs résistants qui ont déjà récupéré des explosifs dans plusieurs puits de mine, notamment à Petite-Rosselle, Faulquemont ainsi qu'à Creutzwald, ce qui n'est pas sans inquiéter la Gestapo. Au fil du temps un dépôt d'armes se constitue, alimenté notamment par le mineur polonais Léon Dulka, dont la spécialité est de les dérober aux Allemands.

Le Groupe Mario, du pseudonyme de Résistant de son dirigeant Jean Burger, est le principal groupe organisé de la Résistance en Moselle annexée. D'autres groupes se créent également, l'Espoir Français, le Groupe Derhan, ainsi que des filières de passage, comme celle de Sœur Hélène, entre autres, pour les prisonniers de guerre évadés et les nombreux réfractaires après la mise en œuvre du RAD (*Reichsarbeitsdienst* ou service du travail du Reich).

« Vouloir créer une organisation de résistance sur le style du réseau était chose téméraire. . . Il y a dans la législation allemande applicable en Moselle la fameuse loi dite "Sippengesetz" (loi de la responsabilité familiale) ; dans une même famille, tous les membres peuvent répondre des actes de l'un des siens, donc être responsable d'insoumission ou de désertion, etc. À cela s'ajoute lourdement la loi fondamentale du droit pénal exceptionnel en temps de guerre » (Propos de l'abbé André Rausch, déporté à Dachau, cité par Emile Losson).



Jean Burger



Georges Wodli



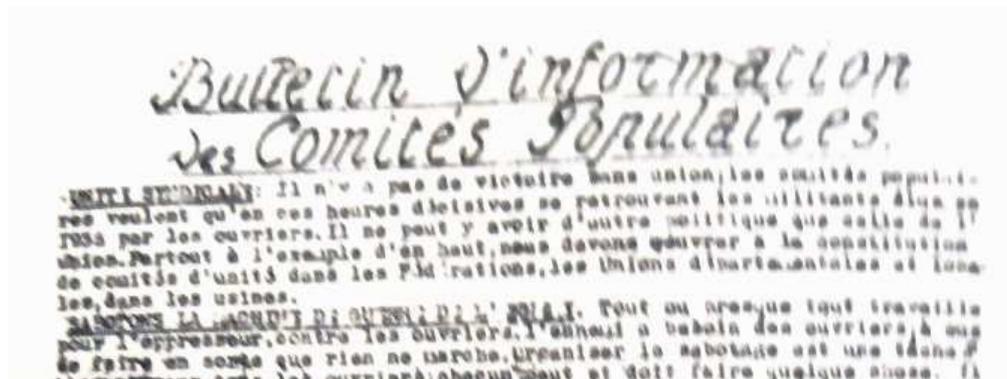
Charles Hoeffel

Le groupe Mario est fondé en juillet 1941 et dirigé par l'instituteur Jean Burger *mort en déportation le 4 avril 1945 à Dora-Nordhausen*, Georges Wodli cheminot alsacien des ateliers SNCF de Bischheim, *mort sous la torture le 1er avril 1943 à Strasbourg au siège de la Gestapo* et Charles Hoeffel cheminot des ateliers SNCF de Montigny-lès-Metz.

Tous trois sont des militants syndicalistes à la CGT et adhèrent au PCF. Ils ont l'expérience du combat contre l'extrême droite et le fascisme. Ainsi, durant les années 30, Jean Burger participe au Congrès antifasciste de Paris en mai 1934. Il est un acteur du recrutement de 230 volontaires mosellans pour les Brigades internationales allant combattre le franquisme en Espagne. Il est également à l'origine de

la création de la section messine de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA), avec notamment Ralph Konopnicki⁶, alors militant socialiste et membre du bureau de l'UD CGT qui fuira le nazisme et résistera dans le sud. Après l'accession d'Hitler et des nazis au pouvoir en Allemagne, comme Georges Wodli, Jean Burger se consacre aussi à partir de 1933 à l'accueil et à l'aide aux résistants syndicalistes et communistes allemands et anime des campagnes en faveur de ces militants anti-fascistes victimes des nazis. Dirigeant de la CGTU puis de la CGT réunifiée, Charles Hoeffel mène, également, ces combats ; il est un acteur important du Front Populaire en Moselle et crée un comité populaire aux ateliers avec des camarades de la CGT d'avant-guerre.

Après sa réapparition en janvier 1940, de la Vie Ouvrière publie en février le manifeste du *Comité pour l'indépendance et l'unité des syndicats* qui fait alors office de bureau confédéral. Dès l'été 1940, en connaisseur du corps tant syndical que politique, Charles Hoeffel se met en rapport avec les principaux membres du syndicat et du Parti communiste illégal des bassins de fer, du charbon et de la sidérurgie. C'est encore lui et la jeune Marguerite Durmeyer qui parcourent dès la fin de l'année 1940 les centres industriels du département à la rencontre des militants de la CGT d'avant-guerre², visant à terme à reconstruire l'organisation syndicale et politique d'avant la dissolution.



Après son évvasion d'un stalag près de Nienhagen grâce à son frère Léon Burger et à son retour de captivité, Jean Burger participe en juillet 1941 à une rencontre qui se tient au domicile familial avec Charles Hoeffel et Georges Wodli, ce dernier chargé par le comité central de mettre en place la résistance en Alsace-Moselle. Tous trois jettent les bases du Groupe Mario et, dès lors, le recrutement et la structuration du groupe s'intensifient.

L'organisation du Groupe Mario.

L'implantation du réseau Mario de résistance s'appuie à la fois sur les bases syndicales de la CGT d'avant-guerre dans les grands centres industriels, où un

⁶ Pour leur sécurité des militants juifs doivent quitter la Moselle annexée pour fuir les nazis et ils participent à la Résistance, comme Raphaël (Ralph) Konopnicki, Léon Steinling et son épouse, Pauline Kozubski, ou Boumi (Bruno) Brunwasser.

militantisme latent se réactive avec le refus du nazisme et de l'annexion, mais également dans les municipalités de gauche et particulièrement communistes où des liens de solidarité persistent face à une situation bouleversée et malgré les nombreuses expulsions. Dans les entreprises des bassins industriels, les travailleurs italiens et polonais sont particulièrement nombreux au terme de vagues de migrations politique et économique antérieures. Beaucoup s'engagent dans la résistance au nazisme.

Ainsi s'organisent des pôles de résistances articulées autour des militants des structures syndicales existantes dans les entreprises – sidérurgie et métallurgie, mines de fer et de charbon, centres de la SNCF – et dans les sections du Parti communiste clandestin d'Alsace-Moselle – Pays Haut, Fontoy, vallées de la Fensch et de l'Orne (Orne-Haute et Orne-Basse), Thionville-Yutz, Metz-Montigny-les-Metz, Bassin Houiller, Saint-Avold, Creutzwald, Sarreguemines-Bitche.



Panneau d'affichage du Deutsche Arbeitsfront⁷
« portez toujours le sigle de votre organisation »



Charlotte Ranieri née Fuss

Les impératifs de sécurité dictent une organisation militante fondée sur la base du triangle ou troïka afin de limiter l'ampleur d'éventuels coups de filet consécutifs à des arrestations. En effet, avec l'adhésion quasi obligatoire au *Deutsche Volksgemeinschaft* (communauté du Peuple), est mis en place le *Deutsche Arbeitsfront*⁸ (Front allemand du travail) dans les entreprises, auquel sont inscrits d'office et fichés tous les travailleurs. Le refus d'adhérer à une organisation nazie donne lieu à des menaces, puis à des sanctions. Ainsi, madame Pétry, ayant refusé l'incorporation de son fils Joseph⁹ aux Jeunesses Hitlériennes, doit travailler pour compenser la suppression d'allocations sanctionnant son refus ; elle est finalement embauchée de 1942 à 1945 au cinéma Scala à Metz. De plus, le recrutement de *Blockleiter*¹⁰, premier maillon

⁷ Le Deutsche Arbeitsfront (Front allemand du travail) était sous le Troisième Reich l'organisation des travailleurs et des employeurs allemands, soumise au contrôle étroit du parti national-socialiste.

⁸ Association des travailleurs et d'employeurs émanant du NSDAP (parti nazi), créée en mai 1933 en Allemagne, à la suite de la dissolution des syndicats.

⁹ Né en 1933, Joseph Pétry était militant de la CGT. Voir sa biographie dans le Maitron.

¹⁰ Membres du NSDAP chargés de la surveillance politique d'immeubles d'habitation. Ils signalaient les auteurs de critiques envers le régime.

de la surveillance dans les cités, ainsi que la présence de plusieurs traîtres exposent les résistants à des dénonciations aux autorités nazies.

La direction du Groupe est constituée de Jean Burger (Mario), Martin Waechter (Sepp) et Charles Hoeffel (Stahl). Le secteur de la vallée de l'Orne est confié à Emile Waechter, le bassin houiller à Jean Matz, le secteur Saint-Avold à Rober Weitzel, le Haut-Plateau à Constant Milbazar, la vallée de la Fensch et le Pays-Haut à Alphonse Schmitt.



Martin Waechter dit Sepp



Odile Kœnig, épouse Robert

Des triangles sont désignés progressivement dans les différents secteurs. Sans être exhaustifs, en voici quelques-uns des principaux :

→ **Aux ateliers de Montigny**, où le groupe se renforce fortement, le triangle dirigeant était composé cheminot de Charles Hoeffel, Louis Hamann et Chrétien Griess, Paul Martin y forme un autre triangle avec Charles Gørgen, et Maurice Vexo,

→ **Aux ateliers de Basse-Yutz**, Robert Schitterer forme un des triangles avec Bernard Sampo et Antoine Frintz,

→ **La section de Sarreguemines-Bitche** comprend 8 triangles de militants majoritairement cheminots, autour d'Antoine Geis-Jean Nehlig-Frédéric Lehmann,

→ **Vallée de l'Orne** ; de nombreux triangles ouvriers se créent à **Moyeuivre** sous la direction de Jean Dahm à l'usine : aux aciéries avec Michel Heinen-Jules Florange et Louis Kron, un autre avec Charles Eyermann, Philippe Stoller, Aloïse Burger. À la mine Orne avec Edouard Perette, Guillaume Kaess, Erwin Süß, à la mine de Wendel avec Emile Schell, Jules Hess, Pierre Loechner, Pierre Théobald.

À la section d'**Hagondange**, Frédéric Solt tisse un réseau de sous-sections à l'usine, à l'atelier central avec Jean Odwa, Arthur Kull et Charles Sievers, aux lami-noirs et à la cimenterie avec Henri Plenert, Guillaume Felt et Jean Schunck. Solt divise la ville elle-même en sous-section du centre avec Ernest Hoff et la partie haute avec Pierre Hauck, la section de la gare avec Guillaume Kern.

La section de **Talange** est bâtie autour des frères Anstett, Charles, Emile, Lucien et Marcel. À **Rombas** et son usine, la section est dirigée par Emile Waechter avec Georges Firdion, Winfried Giordan et François Brignon. À **Amnéville**, Michel Glad, Eugène Geffé, Gaston Forfert, et Frédéric Rau l'ancien maire communiste.

À la section de **Clouange-Vitry sur Orne-Beuvange**, Guillaume Brum est le responsable avec Livio Santi pour le groupe des Italiens, Joseph Schwartz pour Vitry et Charles Friess. Des sous-sections existent aussi à Fèves, Rosselange, Pierrevillers.

→ **Vallée de la Fensch** : Eugène Schachery à **Algrange**, Joseph Ebel avec Alphonse Schmitt, Alphonse Firdion, Emile Grünenwald à **Hayange-Nilvange-Knutange**, Emile Martin à **Fontoy-Aumetz**, Auguste Kassel à Sérémange.

→ À **Audun-le-Tiche** la section est dirigée par les mineurs de fer Rodolfo Petrocco, Lucio Piticco et Natale Morelli, rejoints par les frères Filippetti.



Marguerite Durrmeyer
(1920-2005) – évadée de Schirmeck



Catherine Muller
a dirigé une filière d'évasion
de prisonniers de guerre



Anna Schell
(1912-1975), déportée, députée en 1946

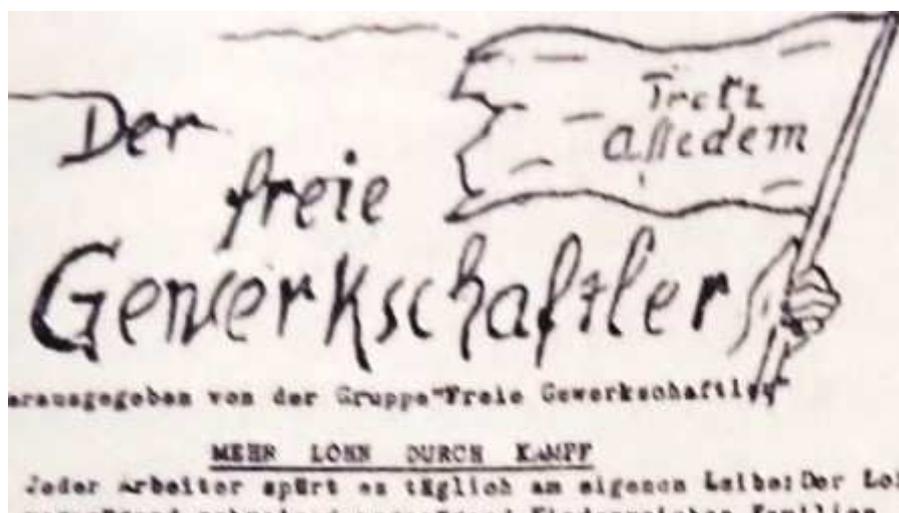
→ À **Metz**, c'est Charles Hoeffel et Fernand Obrecht pour le secteur messin, tandis que Léopold Ziegler est chargé des communes limitrophes. Annie Schulz, cheminote militante de la CGT, héberge Jean Burger clandestin.

→ **Dans le bassin houiller**, sous la direction de Jean Matz, le groupe se développe et couvre le secteur et les différents puits. À **Stiring-Wendel** avec Henri Mathieu assisté d'un triangle de mineurs polonais Antoine Danish-Charles Landkocz-Vincent Kuliberda, à **Petite-Rosselle** avec Ernest Delange-Henri Denig-François Dahlem, à **Freyming-Merlebach** avec Joseph Busjleta-Julie Klein-Joseph Klein, à **Saint-Avold** avec Robert Weitzel entouré d'Albert Klein-Jean-Pierre Ullmer-Octave Lang-Eugène Hoff, dans les villages limitrophes un triangle se forme avec Jean Spaeter-Bernard Winterstein-Lucien Tetenuit. Un triangle aussi à **Créhang** avec Pierre Muller¹¹-Pierre Stegner-Lucien Tetenuit.

¹¹ Pierre Muller est porion à Freyding-Merlebach, il est l'homonyme de Pierre Muller, dirigeant de la CGT des mineurs, qui est arrêté le 9 octobre 1940.

Le développement de l'organisation syndicale clandestine est une priorité de Jean Burger et du Groupe Mario.

- Impulsée par Charles Hoeffel dès 1940 à partir des comités antifascistes d'avant-guerre, elle se développe d'abord sous la forme de comités populaires, ou comités syndicaux unitaires. L'objectif est que ces structures s'implantent dans chaque entreprise, usine, carreau et puits de mine par l'engagement des militants présents. Face aux structures nazies, il s'agit de couvrir le terrain social, de poser les revendications auprès de la direction allemande, notamment sur la question de la hausse immédiate des salaires. La grève reste alors l'éventuelle réponse à un refus. Il s'agit également d'organiser la diffusion de la propagande et la collecte des cotisations de solidarité. La quasi-totalité des membres du Groupe Mario, engagés à la fois dans leur entreprise et dans leur quartier, mène leurs activités sur les deux terrains.



*Le Syndicaliste libre : journal syndical clandestin d'Alsace-Moselle
« combattre pour augmenter le salaire »*

Les actes de résistance du Groupe Mario.

Les formes de résistance sont diverses comme nous l'avons déjà souligné, comme la création de rapports de force sur les lieux de travail malgré l'appareil répressif omniprésent.

→ **La question des salaires et de l'approvisionnement** demeure essentielle dans les entreprises. Dans la vallée de la Fensch l'ouvrier gagne entre 120 et 150 reichsmarks mensuels, à peine de quoi nourrir la famille.

En mai 1942 à l'usine d'Hagondange, certains étant obligés de travailler jusqu'à 12 heures par jour certaines semaines, les travailleurs décident de quitter le travail 4 heures plus tôt. Aux houillères les salaires sont inférieurs de 25 à 30 % à ceux de la Sarre. En juin 1942 à la mine de Faulquemont rattachée à la section de Saint-Avold, 800 mineurs refusent de travailler en réponse à l'arbitraire du directeur allemand et au mois d'août des manifestations se déroulent dans le bassin houiller.

En juillet de la même année, une grève partielle est engagée à l'usine de Rombas. En un an, de mai 1942 à mai 1943, la production à la mine de Moyeuivre est tombée de 25 à 20 tonnes malgré la hausse de la durée de la journée de travail de trois quarts d'heure. Le 26 juin 1943 à la mine Pauline de Montois-la-Montagne, les mineurs refusent de reprendre le travail tant qu'une injustice touchant les travailleurs étrangers n'a pas été réparée.

→ La résistance se concentre précocement sur **l'aide aux prisonniers de guerre évadés** grâce à la mise en place de filières, avec des relais le long de la frontière avec la Meurthe-et-Moselle : filière de Sœur Hélène, de Malou Ollivier...

Les membres du Groupe Mario organisent également la solidarité, comme Jean Dahm qui favorise la filière d'évasion mise en place autour de la ferme Corbas à Moyeuivre, vers Homécourt et Joeuf, où Charlotte Ranieri, ouvrière à l'UCPMI, l'usine sidérurgique d'Hagondange, et vivant à Homécourt, réceptionne et accompagne les réfractaires et prisonniers évadés souvent jusqu'à Nancy. La section de Rosselange est spécialisée dans la prise en charge (hébergement, nourriture, vêtements) et le passage des prisonniers de guerre évadés, puis des réfractaires, grâce aux commerçants locaux qui aident matériellement les résistants. À Fontoy, le mineur Jacques Michels effectue les passages d'environ 76 réfractaires à Briey. Tour à tour coiffeuse, ouvrière d'usine et comptable, Anna Schell est notamment chargée du ravitaillement des résistants entrés dans la clandestinité et de celui des prisonniers de guerre et déserteurs qui tentent de passer la frontière avec la France à Moyeuivre-Grande. Son mari, Émile Schell, est aussi membre du Groupe « Mario ».

D'autres sections du groupe font office de passeurs sur le territoire du département, notamment après l'instauration du *Reichsarbeitsdienst* (service du travail) anti-chambre de l'enrôlement dans la *Wehrmacht*. De nombreux jeunes réfractaires vont fuir ou se cacher pour y échapper et souvent leurs familles seront arrêtées, voire déportées. Ainsi, à Longeville-lès-Saint-Avold, sur 203 incorporables des classes 1914 à 1927, seuls 82 sont incorporés, 21 désertent, 46 demeurent insoumis sur place et se cachent et 54 s'évadent vers la France. Des manifestations ont lieu à Sarreguemines, de 500 jeunes en septembre 1942 et en février 1943 à la gare. Charles Friess de Vitry-sur-Orne fait évader 52 jeunes vers la France. Julie Klein et son époux à Freyming-Merlebach procurent de fausses cartes d'identité et de vrais tampons officiels, ravitaillent les réfractaires cachés dans les bois.

→ **Des collectes de fonds, sous forme de cotisations, sont réalisées** par les membres afin de venir en aide aux familles dont les membres dans la clandestinité (Jean Burger, Fernand Obrecht, Etienne Kmiecik, Emile Waechter, Roger Hocquard, entre autres) ou arrêtés comme Pierre Muller, dirigeant de la CGT mineurs arrêté en 140, dont l'épouse reçoit régulièrement des secours par voie postale, ou pour aider les prisonniers de guerre russes ou des réfractaires.

Ainsi aux ateliers de Montigny-lès-Metz et au dépôt du Sablon à Metz, la collecte mensuelle est d'environ 850 reichsmarks, somme qui correspond à environ 800 cotisants. À la section de Fontoy, les cotisations s'élèvent également à 1 reichsmark

par mois et par militant, elles sont centralisées par 3 militantes épouses de résistants, Gisèle Stroh, Céline Roncari et Marguerite Anstett. À Audun-le-Tiche la cotisation va de 1 à 5 reichsmarks, par mois. Il en est de même ailleurs en fonction des possibilités des membres du groupe.

→ **Le collage de papillons, la réalisation et la diffusion de tracts** sont une priorité des membres du groupe. Il s'agit certainement de montrer l'existence d'une force organisée de résistance, de susciter et d'entretenir l'espoir d'une libération prochaine, d'informer la population maintenue sous la propagande nazie et de donner des consignes de lutte contre l'ennemi.

Cependant ce n'est pas tâche aisée, car les nazis se sont saisis de tous les leviers et moyens de communication. Il faut donc d'abord se procurer machines à écrire, polycopieuses, papier et encre.



*Appel du Parti Communiste d'Alsace-Lorraine.
« Pour la libération de notre patrie du joug
de la dictature hitlérienne par
le Front Intérieur d'Alsace-Lorraine »*



Jean Matz

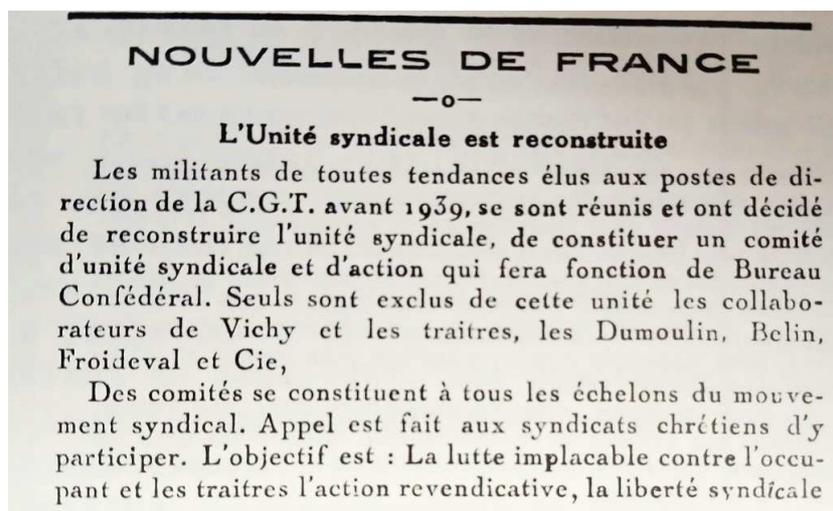
Pour cela des opérations commando sont montées, une ronéo, une machine à écrire et du matériel de bureau sont dérobés dans un magasin de Metz géré par un nazi, où a pénétré par effraction un commando dont fait partie Jean Burger, le papier provient de l'imprimerie Le Lorrain réquisitionnée, à Metz, et est fourni par l'employé Gilles Pierrot qui mourut en déportation. De son côté, Marguerite Durmeyer participe avec un autre commando à une action similaire à l'imprimerie d'Hagondange et le papier dérobé est entreposé chez les Durmeyer. Charles Friess de Vitry-sur-Orne détient la ronéo de la section, une autre se trouve chez Jean Schunk. Dans le bassin houiller, le matériel nécessaire à l'impression est fourni par des

sympathisants des bureaux à la Direction de la mine. À Audun-le-Tiche, la machine à écrire procurée par la section de Metz est cachée chez Rodolfo Petrocco et Claire Mercuri qui l'utilise pour éditer des tracts en italien.

Dès lors que le matériel est disponible, des tracts sont écrits et diffusés à la fois dans les entreprises et les quartiers. Chaque section est amenée à participer à la distribution avec des camarades sûrs. Les sections peuvent avoir une production locale ou sont alimentées par le centre. Margot Durrmeyer est l'agente de liaison de Jean Burger, de son côté Julie Klein de Merlebach est la principale agente de liaison avec l'Alsace, et entre le bassin houiller et la direction messine. En accord avec son mari Joseph, leur domicile sert de planque pour les responsables locaux et les cadres. Elle transporte des journaux clandestins, comme l'Humanité clandestine, la Vie Ouvrière, l'Humanité Alsace-Lorraine, Combat, le journal clandestin des FTPF¹² et des tracts qu'elle ramène aussi d'Alsace après qu'ils aient été imprimés à Bischheim. Marguerite Matz et Marcel Ségurel font la liaison avec Paris. La répartition est organisée de façon à alimenter toutes les sections. Le transport et la distribution requièrent beaucoup de précautions pour éviter les traîtres et de ruse pour ne pas se faire repérer.

Ainsi le 1^{er} mai 1941, sous l'impulsion de Marguerite Durrmeyer, une cinquantaine de résistants procèdent au collage d'affichettes bordées aux couleurs du drapeau français « Vive le 1^{er} mai, fête de la classe ouvrière » à Hagondange, Amnéville, Talange et Mondelange, et le 14 juillet d'affiches « Vive la prise de la Bastille, vive la victoire du Peuple sur ses oppresseurs ».

Le 17 avril 1943, en pleine occupation du territoire français par les armées nazies, furent signés les accords du Perreux qui consacraient la **réunification de la CGT**, divisée depuis septembre 1939, année de la signature du pacte germano-soviétique, en deux courants : la CGT confédérée et la CGT unitaire.



Le 27 mai 1943, dans le 6^e arrondissement de Paris, le Conseil de la Résistance est créé autour de Jean Moulin, Rober Chambeiron et Pierre Meunier, auxquels se sont joints 16 représentants des mouvements de la Résistance, des syndicats (pour la CGT Louis Saillant pour la CFTC

¹² Francs-Tireurs et Partisans Français.

Gaston Tessier) et des partis politiques. Devenu **Conseil National de la Résistance**, il élabore le programme du CNR qui structure la vie économique et sociale à la Libération, avec la mise en place de la Sécurité sociale, les nationalisations, le statut de la fonction publique¹³...

Le 21 avril 1944, une ordonnance signée par le général de Gaulle, après un amendement du communiste Fernand Grenier, octroyait enfin aux **femmes le droit de vote** en France.

Les opérations de sabotage.

Dès 1941, dans la phase de constitution des collectifs de résistants, et en marge de l'activité de propagande, de premières tentatives et actions de sabotage sont menées. C'est en avril 1943 au terme d'une réunion, que la décision est prise par Jean Burger d'engager la lutte armée et de créer la branche FTPF du groupe Mario, dont la direction est confiée au mineur Etienne Kmiecik dit « Fritz », lequel entre aussitôt dans la clandestinité. (Arrêté le 20 septembre 1943 après avoir abattu un nazi, il est déporté et termine à Dachau d'où il s'évade d'abord avant d'être repris, puis libéré par l'armée américaine le 29 avril 1945).

Dès lors et sous son impulsion, la récupération d'armes et les actes de sabotage vont se développer dans les usines sidérurgiques, les mines et sur le réseau ferré, dans l'objectif de freiner la production de guerre allemande.

- **La récupération d'armes,**

La récupération d'armes déjà engagée auparavant se poursuit. De Moulins sur Allier, Jean-Baptiste Rohrman opère 4 transports d'armes volées aux Allemands en août, septembre et octobre 1942, puis en février et mai 1943, livrées à Alexandre Gasser et Adrien Morhain à Montigny, puis transmises à Léopold Ziegler responsable de l'armement depuis juillet 1942. Dans la vallée de la Fensch, par exemple, une vingtaine de fusils mitrailleurs, des munitions en quantité et nombre de grenades sont récupérés, en partie dissimulés par les résistants du groupe russo-polonais avec Alexandre Panassiouk et Igor Baïkov pour l'action locale. À l'instar d'Alphonse Robach ou de Marcel Barison, des mineurs de fer dérobent de la dynamite à la mine de Havange, c'est également le cas dans le bassin houiller avec Léon Dulka dès 1940 et dans la section de la Fensch où Joseph Ebel collecte des armes dans les ouvrages de la ligne Maginot en 1941, qu'il cache ensuite dans la mine Victor à Nilvange. En août 1943 une caisse de munitions et 20 cartouches d'explosifs sont volées à la mine Pauline par Charles Tomczak, puis ce dépôt est ensuite déménagé chez les époux Rizzo. Gilbert Guerin-Petrement cache des armes dans la chapelle du cimetière de Rosselange. Des résistants sont aussi chargés du transport, c'est le cas de Margot Durrmeyer. Ainsi, peu à peu, se constitue sur le territoire annexé un arsenal destiné à la lutte armée. D'ailleurs les dirigeants du groupe, notamment les clandestins, portent tous une arme et sont amenés à s'en servir, comme Etienne

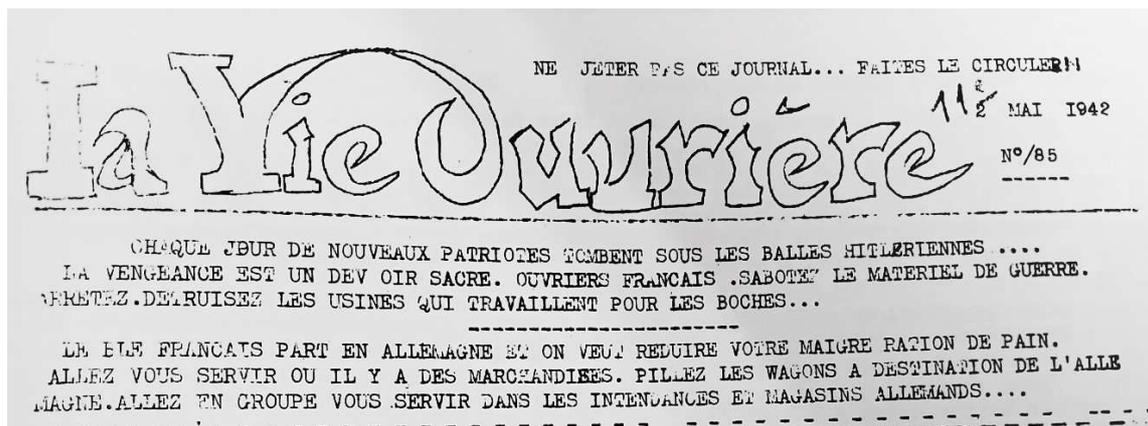
¹³ Les CAHIERS de l'Institut CGT d'Histoire sociale, « Sortir de la nuit, le CNR et son programme, mars 2024.

(Fritz) Kmiecziak, Martin (Sepp) Waechter abattu par la Gestapo ou Jean Burger qui n'a pas le temps de le faire lors de son arrestation par la Gestapo.

→ **Marguerite Durrmeyer transporta des armes :**

Elle est arrêtée le 10 octobre 1943. Torturée dans les caves de la Gestapo à Metz, elle est conduite à la prison Lerchesflur à Sarrebruck, puis au Fort de Queuleu. Transférée à Schirmeck puis au camp de Rothenfels, elle subit les interrogatoires et les brutalités de la Gestapo de Strasbourg. Renvoyée au camp de Natzweiler-Struthof, elle réussit à s'évader en décembre 1944 et se réfugie au couvent des Carmélites de Molsheim.

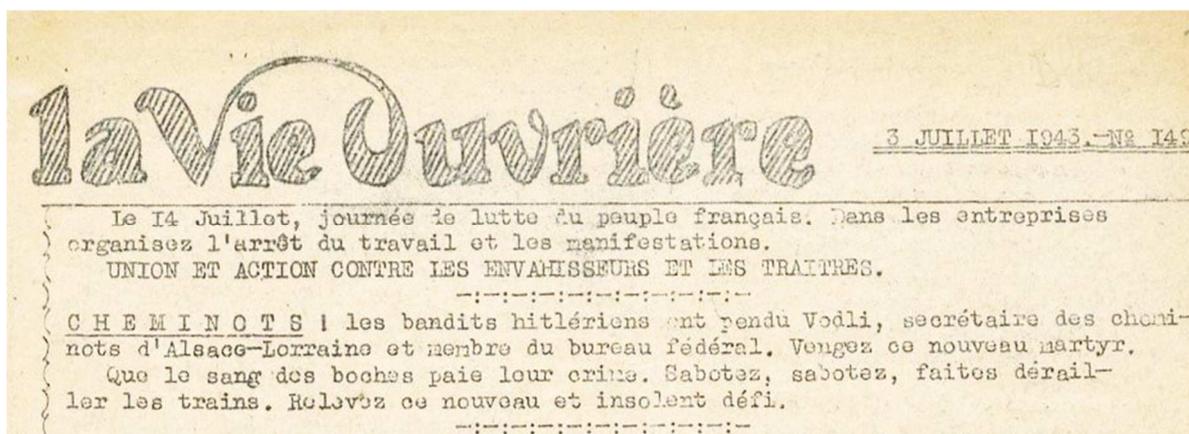
- ***Saboter la production de guerre et le transport ferroviaire.***



La Vie Ouvrière du 2 mai 1942 appelle au sabotage de la production.

Les opérations de sabotage se multiplient dans les usines et les puits des bassins industriels. Connaissant parfaitement leurs outils de travail, les ouvriers utilisent divers procédés, tentant de faire passer leurs actes pour des pannes ou des accidents.

Les mines fournissent la dynamite et peuvent servir de caches aux armes. Dans celles du bassin houiller avec l'objectif de retarder l'extraction, les haveuses et foreuses sont immobilisées par l'introduction de pièces métalliques et de sable, les rails de la mine sont déboulonnés paralysant l'évacuation du charbon, les bandes de transport en caoutchouc sont détériorées, les boiseries des galeries sont régulièrement abattues à Stiring-Wendel (Vincent Kuliberda, Janek Kaczmarek) ; à Petite-Rosselle, le trio Jan Bojda, Ernest Delange et Antoine Stompel détruit des outils, notamment des marteaux piqueurs, à Forbach au puits Simon des sabotages divers ; à Freyming-Merlebach des machines à vapeur et un transformateur électrique de la mine de Merlebach sont mis hors service par Etienne Kmiecziak et Roger Hocquard. De leur côté, les mineurs de fer entravent la production de minerai, que ce soient Giovagnoli Angelo et Domenico à Audun-le-Tiche ou à Fontoy, où Giustino Pensa et les frères Stroh Emile et Ernest sabotent les locomotives et les compresseurs électriques de la mine de Havange et font dérailler les wagons de minerai. Ils cachent des armes et récupèrent des explosifs.



La Vie Ouvrière clandestine du 3 juillet 1943 dénonce l'assassinat de Georges Wodli par les nazis.

Dans les usines sidérurgiques, les résistants visent la fabrication d'armement, en introduisant de la limaille dans les outils de production des obus, en sabotant par exemple les matrices de fabrication de grenades ou les trains contenant des pièces de fabrication d'obus à Rombas (Christian Hochstrasser), tandis qu'à Ebange Gilbert Kaufmann en sabote des milliers. Immobilisation par sectionnement des conduits d'air comprimé d'un train de matériel de guerre à Hagondange, de wagons et de trolleys (Gustave Einig, Nicolas Faber, Mathias Haas).

Les fours Martin sont une autre cible, que les résistants endommagent de diverses manières, y compris en y introduisant une grenade avec la ferraille (Alphonse Schmitt), sabotage également des tubes pneumatiques des freins des trains, des tuyères de hauts-fourneaux, des monte-charges, des ponts basculants, de la production de blooming. Les lignes téléphoniques du réseau mines-usines sont régulièrement coupées.

À Hagondange Charlotte Ranieri introduit du sable dans les machines de l'usine. À Woippy, une jeune femme, Pierrina Fiani, âgée de 17 ans qui travaille à l'usine *Hobus-Werke* fabriquant des pièces pour la Luftwaffe, décide de saboter son travail, en mélangeant bonnes et mauvaises pièces. Peut-être aurait-elle été sollicitée par le Groupe Mario¹⁴ ?



Pierrina Fiani



Nicolas Faber mort à Dachau.

Accusée de sabotage, elle est arrêtée puis torturée par la Gestapo. Pierrina Fiani décèdera de ses blessures quelques mois plus tard, le 21 janvier 1945.

¹⁴ Républicain lorrain du 7 janvier 2016.

Résistance des cheminots.

Robert Schitterer, dirigeant de la CGTU des ateliers de Basse-Yutz, est le responsable des sabotages du réseau ferré. La forte présence militante permet de développer une réelle activité, ainsi, avec Louis Egles, également dirigeant de la CGTU et du rayon communiste, Bernard Sampo, Antoine Frintz et Joseph Meyer, entre autres, ils sabotent les aléseuses et stoppent la production des roues ainsi que d'autres matériels, ils dérèglent les signaux. Aux ateliers de Montigny-lès-Metz, où opère Léopold Ziegler qui coordonne un collectif étoffé, tout est fait pour freiner l'activité, mauvais aiguillage des trains par fausses informations (une collision accidentelle de deux trains allemands faisant 28 morts est considérée comme un sabotage par les autorités nazies), vidages des citernes d'essence, injection de sable dans les boîtes à huile et cisaillement des boyaux d'accouplement. À Sarreguemines également avec Frédéric Lehmann, Antoine Geis, Jean Nehlig et d'autres, à Saint-Avold également, le trio Jean Spaeter, Bernard Winterstein, Lucien Tetenuit organise des sabotages sur la ligne Béning-Faulquemont où se trouve un puits de mine, d'autres organisent des sabotages sur la voie ferrée Hagondange-Richemont. Cet apport des cheminots situe bien leur engagement, d'ailleurs, eux aussi, le paieront chèrement lors de la répression.

À Saint-Avold des autobus destinés au transport d'expulsés sont incendiés le 18 janvier 1943 et, le 25 juillet, le train Paris-Berlin SFR 24 déraile à la hauteur du viaduc d'Hombourg-Haut à la suite du sabotage de la voie par Fernand Obrecht, Etienne Kmiecik et Roger Hocquard.



La Vie Ouvrière du 1er septembre appelle à l'opération Valmy les 19 et 20 septembre 1943



Jean-Baptiste Rohrmann



Appel du Front Alsacien-Lorrain

Opération Valmy 19 et 20 novembre 1943.

Organisée en référence à la victoire de l'armée des sans-culottes commandés par le jeune général messin Kellermann, sur l'armée prussienne de Brunswick le 20 septembre 1792 à Valmy, cela devait être une journée de manifestations et de sabotages. Outre les fortes perturbations sur le réseau ferré, 17 fermes de colons allemands brûlent en Moselle à Annéville, à Semécourt (Fèves ?), à Borny, à Malroy, entre autres, occasionnant de gros dégâts et pertes. À Rosselange Jules Florange déploie un drapeau tricolore sur le toit du Secours d'hiver, un autre est dressé sur le monument aux morts de Moyeuve après une distribution de tracts se référant à Danton et Goethe, Henri Lorang et René Flauss remplacent la plaque *Hermann Göring Strasse* par une autre *rue du général de Gaulle* à Sérémange. D'autres actions ont lieu, collages de papillons aux couleurs de la France, peintures sur des murs, inscriptions antinazies... Cependant, c'est ce même 20 septembre que Jean Burger est arrêté par les agents de la Gestapo dans l'appartement d'Annie Schulz.



Annie Schulz

Une terrible répression.

Mis en place dans l'objectif de démanteler le Groupe Mario, le *Sonderkommando* (commando spécial) est dirigé par Hans Käppel avec Hans Georg Schmidt, le chef de la Gestapo en Moselle. Le commando s'appuie sur la coopération de plusieurs traîtres, comme Vincent Lehmann des ateliers de Montigny et Charles Cridlig, lequel sera exécuté en 1948. Une dizaine de résistants sont arrêtés en 1942, dont Chrétien Griess des ateliers de Montigny qui meurt en déportation le 2 novembre 1943 à Neustadt. Durant l'année 1943, la plupart des dirigeants sont alors arrêtés, dont Jean Burger, et soumis à la torture, notamment dans le sinistre camp du *Sonderlager Feste Göben* du Fort de Queuleu près de Metz, dirigé par le tortionnaire Georg Hempen. Condamné à mort par contumace en 1951 à Metz, le « bourreau de Queuleu » sera acquitté par la justice allemande.

Plusieurs vagues d'arrestation se succèdent alors au cours desquelles environ 900 résistants, dont 55 résistantes, sont arrêtés et déportés, pour la plupart au Fort de Queuleu, 20 au camp de la Neue Bremm à la frontière sarroise, ou encore aux camps de Woippy et de Schirmeck pour les femmes. 714 sont transférés au camp de Natzweiler-Struthof en Alsace. Enfin, pour beaucoup, ce sera Dachau, Buchenwald ou d'autres lieux de déportation, dont tous ne reviendront pas.

286 membres du Groupe Mario, dont Mario lui-même, trouvèrent la mort en déportation.

Alors que l'Europe et le monde connaissent une recrudescence des forces d'extrême droite dans une internationale fasciste, il est indispensable de faire connaître cette page de notre histoire.



L'entrée du Sonderlager Feste Göben du Fort de Queuleu.



Nicolas Engel de Lixing-les-Avoid, mort au Fort de Queuleu le 24 février 1944.

Ainsi, lors de la célébration par la CGT du 80^e anniversaire de la chute du nazisme et de la Libération le 8 mai, un hommage fut rendu au courage, à l'engagement et aux sacrifices de tous ces travailleurs résistantes et résistants, au camp de Natzweiler-Struthof en présence de plusieurs centaines de camarades, dont Sophie Binet, secrétaire générale de la Confédération et de délégations du DGB de Südhessen, des CC. OO des Asturies, de la CGIL de Rimini et de la CSdL de Saint-Marin. Le même jour, à l'initiative du PCF, de la CGT avec le MRAP la LDH et des organisations allemandes : die Linke, Ver.di arbeiter(innen), DKP, VVN-BdA, une cérémonie de



Mineurs de fer italiens d'Audun-le-Tiche, morts en déportation.

commémoration eut lieu au camp de la Neue Bremm à la frontière sarroise dans un hommage commun aux résistants, principalement allemands et français, dont certains du Groupe Mario qui y furent déportés.

Sources.

Antifascisme et Résistance ouvrière, organisés autour de la CGT et du Parti Communiste en Moselle annexée (1940-1945), entre Histoire et Mémoire, Pierre Schill.

Le groupe Mario, une page de la Résistance lorraine Hellenbrand Metz, Léon Burger.

Un camp de la Gestapo à Metz, Michaël Landolt, Cédric Neveu.

Luttes, espoirs et libertés, les masses laborieuses en Moselle 1789-1950, Henri Lorang. Manuscrit non publié.

Montigny cité cheminote. Histoire des Ateliers de Montigny-lès-Metz... qui n'a jamais eu de gare, Fernand Leroy. Édité par l'UDESME.

Biographies du Maitron, le dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier, Mouvement Social.

Les V.O de la nuit, « la Vie Ouvrière » clandestine 1940-1944, édition de la VO.



S'appropriier son histoire

À propos de la commémoration du centenaire de la CGT en Moselle 1995

Laurent Mousnier, archiviste



100e anniversaire STLM collection de l'auteur

Cette rubrique vous propose encore une fois de découvrir ce que l'archiviste détient dans ses cartons. Après s'être penché dans une précédente livraison des cahiers de l'IMHS sur les possibilités documentaires d'élaborer une petite histoire des 1er Mai en Moselle, on s'intéressera dans ce nouveau numéro à la célébration nationale en 1995 du centenaire de la CGT, mais déclinée localement. Cela tombe bien. À la CGT, on a l'habitude de célébrer les anniversaires.

Après les 120 ans organisés de manière plus discrète en 2015, nous sommes en 2025, 130 ans après le fameux congrès fondateur de Limoges, obligés d'en parler tout de même un petit peu.



Par conséquent, le présent article se donne pour objet d'étudier, par le biais des archives existantes et dont nous allons mesurer l'importance, cet événement militant particulier qui a donné lieu entre la mi 1994 et la fin de 1995 à un travail important de cohésion militante symbolique.

Comment a-t-on célébré le centenaire de la CGT en Moselle ? Quelles sont les dynamiques mises en place par les militants ? Quelles représentations en avaient les militants chargés de mettre en valeur cet événement ?

Il y a deux éléments importants. Le premier est que, pour tenter d'expliquer comment les syndicalistes de la CGT ont pu, en Moselle, s'emparer d'un événement fondateur du mouvement ouvrier et mobiliser des formes discursives et pratiques locales d'une initiative d'abord nationale, il



Travailleur Mosellan 2015 – collection de l'auteur

convient d'utiliser la notion d'appropriation. C'est en effet en nous inspirant des travaux récents d'historiens et sociologues des organisations dont il faut lire les bons livres¹ que nous pouvons alors repenser les formes locales d'engagement des militants ouvriers à une époque donnée.

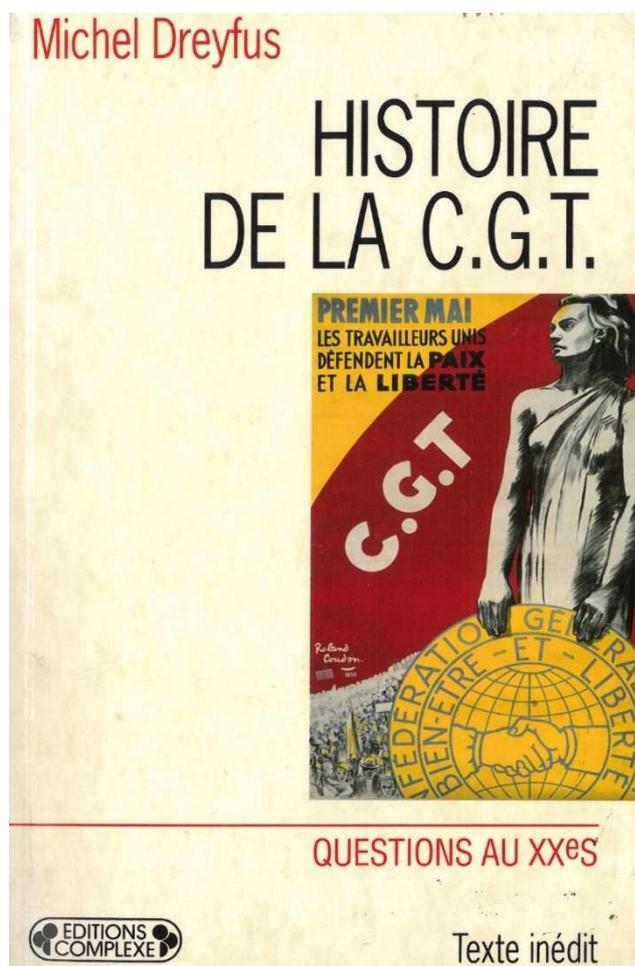
Le deuxième est de privilégier une analyse de cette appropriation par une double approche privilégiant les questions d'identification à l'événement, d'abord, et de légitimation, ensuite, nous permettant ainsi de rendre compte du degré d'enracinement du passé dans le syndicalisme CGT mosellan et des formes *sui generis* qu'il a pu prendre par la description des méthodes d'appropriation utilisées par les militants.

En vertu de quoi, après un rapide historique de la naissance de la CGT en 1895, esquissé en peu de mots afin de ne pas ennuyer le lecteur, nous nous livrerons dans ce texte à l'étude de ces intéressants problèmes d'identification et de légitimation révélés par la lecture des documents contenus dans le fonds.

Historique.

Michel Dreyfus, dans son livre sur l'histoire de la CGT paru en 1995 et qui constitue la première vue d'ensemble, de sa naissance jusqu'à la fin du XXe siècle, jamais éditée de l'histoire de ce syndicat, rappelle que l'apparition de la CGT en 1895 « se situe dans un mouvement d'ensemble commun à la plupart des pays européens » à la fin du XIXe siècle².

En effet, les travailleurs des pays industrialisés de cette époque décident de s'organiser afin de défendre leurs intérêts. Très rapidement, en Grande-Bretagne, en Allemagne à partir de 1889 et 1890, mais aussi en Autriche, en Belgique, les mouvements ouvriers naissants se dotent de structures (partis, sociétés de secours mutuels, syndicats, bourses du travail) leur permettant de ne plus laisser la gestion des affaires publiques aux seules élites et de donner corps aux nécessaires aspirations et revendications du prolétariat européen.



¹ Voir par exemple le très intéressant travail de Julian MISCHI, *Servir la classe ouvrière, sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 341 p.

² Michel DREYFUS, *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Complexe, 1995, 408 p. [SDA Mos. BH24076]

Le mouvement ouvrier poursuivant partout les mêmes objectifs d'émancipation n'en reste pas moins divisé sur le plan de la théorie. La division est incarnée par les partisans de Proudhon – anarchistes – et de Marx qui se combattent à coup de thèses autant dans les instances internationales ouvrières (la *Première internationale*, qui a pour nom l'Association Internationale des Travailleurs, est créée en 1864) qu'en France où la naissance de la CGT se fait dans un contexte hexagonal particulier de dispersion des organisations se réclamant du mouvement ouvrier.

Il faut bien saisir que cette dissémination d'idées et de moyens a pesé sur l'évolution, très lente, des droits des ouvriers dans un sens positif. Par exemple, le droit de grève – partiel – est obtenu en 1864, mais remis en cause par la loi Dufaure de 1872, le faisant quasiment disparaître, et il faut attendre 1884 et la loi Waldeck-Rousseau pour légaliser les syndicats qui, depuis la loi Le Chapelier de 1791, étaient interdits d'organisation.

Un premier congrès ouvrier se tient malgré tout à Paris en octobre 1876, rassemblant les représentants des chambres syndicales des corps de métier les mieux organisés (typographes, cordonniers...) et des associations ouvrières ; c'est un début, mais insuffisant pour former un pôle unique confédéré.

C'est suite finalement à un rapprochement, lent, mais déterminant, de deux organisations d'inspiration différente, la Fédération nationale des bourses du travail fondée en 1892 (1887, création à Paris de la première bourse du travail), de tendance anarchiste, et la Fédération nationale des syndicats, d'inspiration guesdiste depuis 1886, qu'est décidée la naissance de ce qui va devenir en septembre 1895 sous le nom de Confédération générale du Travail adopté au congrès de Limoges, le syndicat de lutte des classes dont nous faisons l'histoire.

Les congressistes de Limoges définissent clairement la mission de cette nouvelle organisation par ces mots : « La Confédération Générale du Travail a exclusivement pour objet **d'unir** sur le terrain économique et dans les liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale³ ».

Intérêts du fonds.

De l'organisation du centenaire en Moselle, nous avons sous la main de quoi en documenter assez précisément le travail effectué. En nous appuyant sur le fonds déposé par l'Union départementale de la CGT entre 1995 et 2007, coté 76J, au Service Départemental d'Archives de la Moselle (SDA Mos.) à Saint-Julien-lès-Metz, et notamment la cote 76J201 relative à l'organisation de la célébration par l'Association Mosellane pour le Centenaire du Syndicalisme Confédéré (AMOC) des 100 ans de la CGT, nous pouvons confronter les souvenirs de cet anniversaire

³ Présidence du Conseil, secrétariat général de la documentation, notes et études documentaires : *l'évolution intérieure de la Confédération Générale du Travail*, n° 1239, 2 décembre 1949, page 4.

spécial aux sources du travail mené par les militants en charge de sa mise en œuvre dans notre département.

La liasse que nous avons à disposition tient dans un seul carton dans lequel sont réunis tous les documents utiles pour rendre compte de la préparation de la célébration du centenaire par l'AMOC : budget, comptes rendus de réunion, brouillons de discours, étapes du travail de programmation, courriers et articles de presse, matériels de communication, etc. Au fil de l'examen de ces documents, on s'aperçoit que la mobilisation autour de la commémoration du congrès de Limoges est indissociable de celle de l'existence de cette association de militants syndicaux.

Ils permettent assurément au chercheur, qui choisirait de s'y pencher plus sérieusement que nous ne le faisons ici, d'effectuer l'analyse du travail mémoriel développé en quelques mois sans que rien puisse vraiment lui échapper tant la documentation rassemblée semble complète.

Et ce qui ressort nettement du contact avec ces documents est cette dualisation de l'approche commémorative appliquée à l'événement par les militants syndicaux mosellans : d'identification d'abord et de légitimation⁴ ensuite.

1) Une approche par l'identification à l'anniversaire historique.

Elle est nécessaire afin de faire émerger en Moselle la mémoire spécifique de la commémoration forcément différente de celle des départements voisins identiquement rassemblés sous une bannière unique, celle du syndicalisme confédéré. Elle passe par la mise en place d'initiatives mémorielles collectives, plutôt festives que solennelles, éditoriales, sportives ou culturelles qu'officielles, mais surtout revendicatives et proprement mosellanes.

La commission exécutive ne s'y trompe pas et rappelle lors de la réunion qu'elle organise à ce sujet en juin 1994 que l'enjeu est crucial, faire de cet anniversaire, à une période où la désyndicalisation commence à faire sentir ses premiers effets négatifs sur l'issue des luttes menées, un rendez-vous syndical convaincant et par voie de conséquence réussi⁵.

L'identification à l'événement se manifeste donc par la décision de créer une association spécifique de la CGT, l'AMOC, Association Mosellane du Centenaire du Syndicalisme Confédéré, porteuse du projet de préparation et de mise en œuvre d'un calendrier d'initiatives larges qui va couvrir toute l'année 1995 avec comme point d'orgue la fête du 1^{er} Mai. L'association veut se doter d'un budget prévisionnel

⁴ Ne pas confondre l'utilisation de ce terme qu'en fait un auteur comme Julian Mischi et que nous reprenons à notre compte avec le terme identique utilisé par la Section de montée des cadres (SMC) du Parti communiste français, mais qui désignait parfois le processus de « vérification » (comprendre le contrôle) des parcours des cadres par le biais du questionnaire biographique renseigné par les militants – lire à ce sujet les travaux de Claude Pennetier et de Bernard Pudal.

⁵ SDA. Moselle, 76J201, compte rendu du collectif 1^{er} Mai et centenaire 1995 du 29 juin 1994.

conséquent de 1 034 000 francs (environ 157 400 €) pour un développement impressionnant d'initiatives diverses.

Du tournoi de football et de pétanque, dont on peut regretter de ne pas avoir plus d'informations sur son déroulé précis, la composition des équipes sur les rangs, du palmarès et des photographies des rencontres – renseignements forts utiles à l'historien du sport en entreprise – à l'appel aux talents artistiques des syndiqués sous la forme d'une exposition de peintures dont on pouvait voir le résultat dans les travées de la fête du 1^{er} Mai à Grigy avec 50 peintures exposées⁶, ou encore littéraires, tout est fait pour intéresser et faire participer l'ensemble des adhérents de la CGT à l'événement.

À ce sujet, il faut souligner l'initiative intéressante des militants CGT de l'entreprise ASCOMETAL-SAFE d'Hagondange au mois de mars 1995 ; ils lancent dans le cadre du centenaire un travail d'écriture de nouvelles, *les petites histoires sociales*, que le syndicat fait paraître sous forme de trois tracts afin d'inciter les salariés – et ils s'en expliquent dans un courrier d'intention qui accompagne les productions écrites – à lire pour savoir, pour connaître, pour comprendre l'histoire de leurs droits⁷. Significative de cette ambiance que nous qualifierons de culturelle, favorisée par la commémoration, cette initiative fait, indiscutablement, des militants et



1SDA. Mos.76J201 – calendrier – recto

⁶ SDA. Moselle, 76J201, programme de la fête du 1^{er} Mai, 29-30 avril-1er mai 1995.

⁷ SDA. Moselle, 76J201, courrier de la CGT ASCO au secrétaire de l'Union Départementale CGT daté du 21 mars 1995.

des salariés des acteurs impliqués dans ce processus d'appropriation de l'événement.

Très festif, le programme marque également une identification à l'anniversaire qui se veut rassembleur et en plusieurs points du département. Thionville, Rombas, Hagondange, Metz, Freyming-Merlebach, Homécourt, Woippy. Dans cette dernière ville, est organisé par exemple, fin avril 1995, un bal populaire rassemblant 400 personnes.

LES RENDEZ-VOUS DU CENTENAIRE		
1er semestre 1995		
<input type="checkbox"/> LA CEREMONIE D'OUVERTURE DU CENTENAIRE	19 Janvier 18 H	METZ
<input type="checkbox"/> RENCONTRE AVEC LA PRESSE	25 Janvier 9 H	ROMBAS
<input type="checkbox"/> CONFERENCE SUR L'HISTOIRE DE LA CGT	9 Février 20 H	METZ
<input type="checkbox"/> CONFERENCE SUR ZOLA ET LA SIDERURGIE	9 Mars 18 H	HAGONDANGE
<input type="checkbox"/> LE BANQUET DES ANCIENS	24 Mars 12 H	ROMBAS
<input type="checkbox"/> CONFERENCE SUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER	6 Avril 20 H	FREMING
<input type="checkbox"/> CINEMA: "DAENS" un film sur la condition ouvrière	21 Avril 20 H	HAGONDANGE
<input type="checkbox"/> GRAND BAL POPULAIRE	29 Avril 20 H	WOIPPY
<input type="checkbox"/> TOURNOI DE PETANQUE	30 Avril 9 H-20H	WOIPPY
<input type="checkbox"/> TOURNOI DE SIXTE	30 Avril 9 H-20H	WOIPPY
<input type="checkbox"/> MARCHE POPULAIRE	30 Avril 9 H-20H	WOIPPY
<input type="checkbox"/> FETE DU 1er MAI	1er Mai la journée	FIM-METZ

D'autres manifestations viendront compléter ce calendrier

SDA. Mos.76J201 – calendrier – verso

Le cinéma est aussi un vecteur de mobilisation pour intéresser les militants à leur histoire. La soirée du cinéma social à Homécourt et Hagondange réunit 280 personnes et la projection du film de Ken Loach *Land and freedom* à Thionville traduit la volonté de l'AMOC d'illustrer la dimension de solidarité internationale de leur syndicat⁸.

L'éventail impressionnant des activités déployées par ces militants est très bien illustré dans un document foisonnant qui sert de bilan et envoyé à la CGT centrale à sa demande. Il témoigne de la réalité de cette appropriation de l'événement dont a fait preuve ce groupe de syndiqués actifs⁹.

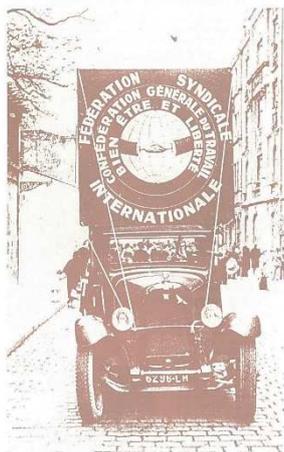
⁸ SDA. Moselle, 76J201, État récapitulatif des initiatives de l'AMOC, n. daté.

⁹ SDA. Moselle, 76J201, courrier de réponse de l'AMOC daté du 9 octobre 1995.

2) L'appropriation par la légitimation.

Mémoire Ouvrière

**ILS SONT
L'HISTOIRE
DE CHEZ NOUS**



1926 à Metz à l'occasion d'une manifestation



Manifestations de 1936



Photos de Fernand Leroy

Faites nous parvenir vos documents

4

SDA. Mos.76J201_Bulletin 6

riques qui consolident les connaissances des militants et les confortent dans le sentiment d'appartenance au syndicat doté d'une telle histoire. Tous les numéros sont l'occasion d'évoquer un pan de l'histoire nationale de la CGT et de réduire la focale sur le passé local dans la rubrique intitulée « Mémoire ouvrière » relatant les faits marquants de l'histoire sociale départementale auxquels le syndicat a pris part.

Ainsi, le numéro 6 de novembre 1994 fait une pleine page de cette fierté en la cha-peautant d'un vibrant : « ILS SONT L'HISTOIRE DE CHEZ NOUS » en lien avec le Front populaire mosellan.

De même, les expositions et les nombreuses conférences historiques programmées pour rendre possible cette appropriation légitimée

Cet aspect s'identifie dans la documentation par le travail mémoriel de collecte mené par les militants des héritages ancrés dans le vécu du territoire. Ce travail permet de saisir comment le syndicat a encadré l'anniversaire par la mobilisation de référents historiques souvent issus de la période du Front populaire (1936-1938) et de la Seconde Guerre mondiale, mais pas seulement.

Il passe notamment par l'élaboration d'un médium chargé d'établir la liaison entre tous les syndicats, les militants et le collectif chargé de s'assurer de la mise en œuvre du centenaire, *Le Bulletin du Centenaire*. Ce journal mensuel, dont le premier numéro est lancé en août 1994, décline dans ses pages portraits d'anciens militants, épisodes marquants des luttes sociales passées et rendez-vous à ne pas manquer.

Il ponctue la période jusqu'au dernier numéro de juillet-août 1995 par des rappels histo-

CENTENAIRE DE LA CGT 1895 - 1995

6 au 17
Septembre
1995

Cité Sociale à Fameck

L'AMOC

présente

L'EXPOSITION

"VISAGES DU MOUVEMENT OUVRIER"











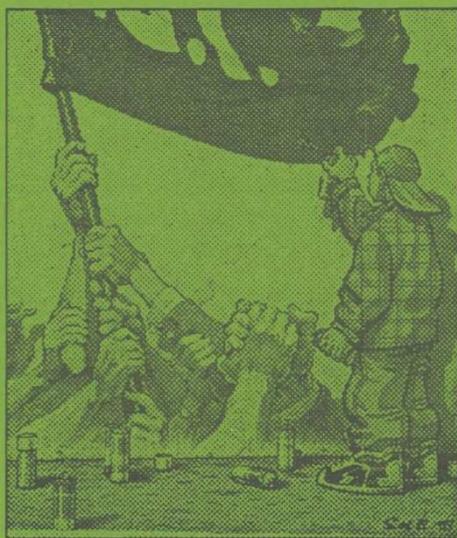



Mos.76J201_Bulletin 17

par le vécu historique des militants sont un moyen populaire et enthousiasmant de prendre part à l'événement en s'impliquant dans l'aventure de la vulgarisation.

La CGT fête ses 100 ans

Une semaine d'animation
à Thionville
du 17 au 24 juin 1995



Invitation

SDA. Mos.76J201_Thionville

Outre la cérémonie d'ouverture du centenaire organisée dans le grand salon d'honneur de l'hôtel de ville de Metz devant 340 personnes (pendant laquelle l'harmonie municipale a joué l'*Internationale*), pas moins de cinq conférences relatives à l'histoire de la CGT sont mises en œuvre sur la période¹² et six expositions présentées à Grigy lors de la fête du 1^{er} Mai¹³.

On regrettera toutefois de ne pas avoir trouvé dans le fonds l'album souvenir du 1^{er} Mai 1995 à Metz de 24 pages (60 photographies), édité par l'AMOC et signalé par une publicité qui en vante la qualité d'illustration.

Un autre moment important dont on trouve la trace dans les archives est celui justement du premier dépôt des archives de l'Union Départementale aux Archives départementales de la Moselle en septembre 1995, fonds dans lequel nous puisons pour écrire cet article.

Preuve déterminante s'il en est de l'intuition fondamentale de la direction départementale de la CGT de miser sur la sauvegarde durable de ses archives et d'en faire une préoccupation essentielle, elle décide d'organiser une journée d'étude par le biais de l'AMOC aux Archives départementales à Saint-Julien-lès-Metz le 15 septembre, session consacrée spécifiquement à la conservation des archives syndicales¹⁴.

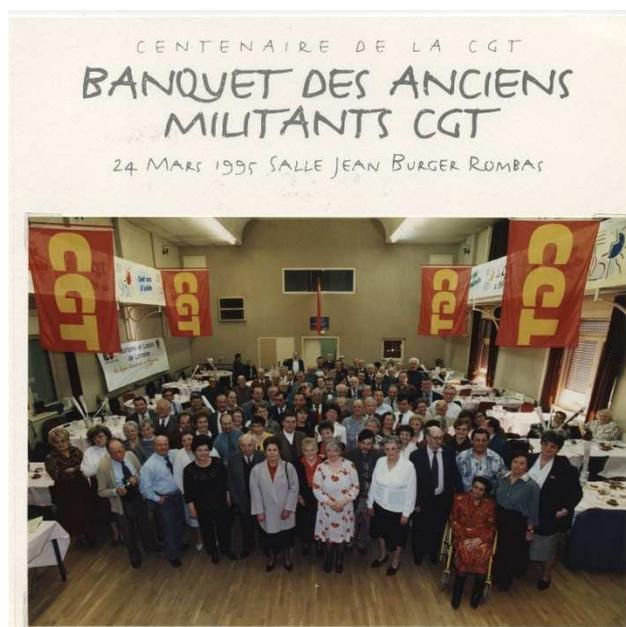
Dernier aspect remarquable aperçu dans le fonds, celui du lien intergénérationnel tissé

¹² Peut-être davantage si l'on tient compte d'initiatives locales hors AMOC, comme celle conjointe de l'Union Locale CGT de Thionville et du syndicat CGT du CNPE de Cattenom. [SDA. Moselle, 76J201, petit dossier de présentation de l'exposition 1945-1995, regards sur cinquante ans de vie ouvrière sur Thionville et la vallée de la Fensch, n.daté]

¹³ SDA. Moselle, 76J201, État récapitulatif des initiatives de l'AMOC, n. daté.

¹⁴ SDA. Moselle, 76J201, courrier de l'AMOC à tous les syndicats, unions locales et groupements de la CGT en Moselle daté du 21 février 1995.

entre les anciens et les nouveaux militants. Par la remise symbolique en mars 1995 de la médaille du centenaire aux vétérans du syndicat rassemblés en la salle Jean Burger à Rombas lors d'un banquet qui leur est dédié, la CGT souligne ainsi l'inscription dans le temps long de l'appartenance à cette organisation de ses militants, à la fois mémoires vivantes individuelles et collectives de l'organisation de lutte de classe mosellane.



SDA. Mos.76J201 Banquet Woippy 001 et 002

Considérant enfin que sa mission est terminée avec la fin de la commémoration de la naissance de la CGT, la Commission Exécutive décide de mettre un terme à l'existence de l'AMOC en juin 1996¹⁵, non sans quelques résistances exprimées par des courriers présents dans la liasse. Toutefois, c'est cette dissolution qui amène l'Union Départementale à créer en 1999 l'Institut Mosellan d'Histoire Sociale et qui constitue le prolongement naturel de l'aspect légitimant l'anniversaire célébré en 1995¹⁶.

Pour inférer, une réflexion s'impose à l'issue de l'examen de cet ensemble documentaire. Il serait pertinent de réaliser à l'échelle nationale, en s'appuyant sur des études menées localement, une étude-bilan historique des usages publics, voire politiques de toutes les initiatives qui ont été prises par toutes les Unions Départementales, syndicats et groupements de la CGT pour valoriser sa naissance, il y a plus d'un siècle, à l'instar de ce qui s'est fait pour le bicentenaire de la Révolution française¹⁷.

¹⁵ SDA. Moselle, 76J201, courrier de Jean-François Lassagne à Gérard Walck, président de l'AMOC, du 11 juin 1996.

¹⁶ L'Institut Lorrain d'Histoire Sociale CGT étant fondé 10 ans plus tôt, le 26 avril 1985, pour le 90^e anniversaire.

¹⁷ Voir par exemple Patrick GARCIA, *Le Bicentenaire de la Révolution Française, pratiques sociales d'une commémoration*, Paris, CNRS éditions, 2000, 348 p. [SDA. Mos. BH43762].

C'est un beau chantier de recherche qui s'ouvrirait ainsi pour un étudiant en histoire sociale et du mouvement ouvrier français. De surcroît, il permettrait de conforter ou d'infirmer l'analyse d'appropriation identitaire et de légitimation que nous avons faite de la célébration mosellane.

Sources complémentaires et communication du fonds.

Il sera utile de compléter la consultation de ce fonds par la lecture des comptes rendus des initiatives effectués par les journaux locaux, le *Républicain Lorrain* essentiellement, qui sont très peu présents dans la liasse. Il est possible également de feuilleter la collection complète du *Bulletin du Centenaire* en bibliothèque historique du Service Départemental d'Archives de la Moselle sous les cotes 400 PER120 et 228.

De plus, pour les militants avides de s'imprégner de l'histoire plus que centenaire aujourd'hui de leur syndicat, outre de compulsurer l'album *Premier siècle, CGT 1895-1995*, édité à l'époque par l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT¹⁸, on conseille la lecture de l'ouvrage réalisé par les Éditions de l'atelier et paru en 2016 qui regroupe les contributions de neuf spécialistes du mouvement ouvrier et social permettant ainsi de tirer de riches enseignements des combats passés pour la compréhension des plus contemporains¹⁹.

Enfin, pour rappel, les dépôts d'archives de l'Union Départementale CGT comme ceux de la Région sont librement consultables selon le souhait du déposant privé qu'est la CGT Moselle en salle de lecture du Service Départemental d'Archives de la Moselle.

Pour de plus amples renseignements et les inventaires en ligne, consultez l'adresse internet suivante archives@moselle.com

¹⁸ Consultable au SDA. Moselle sous la cote BH13394 ou à l'Institut Mosellan d'Histoire Sociale, rue de Méric à Metz.

¹⁹ René MOURIAUX, Michel PIGENET et *alli*, *Histoire de la CGT. Bien-être, liberté, solidarité*, Ivry, Éditions de l'Atelier, 2016, Coll. « Histoire du 20^e siècle à nos jours », 196 p.

Intervention de l'IMHS au 50e congrès de l'UD de Moselle les 20 et 21 mars 2025 à Saint-Avold

J. F. Lassagne, président de l'IMHS



Chers(es) camarades,

Nous participons ces deux jours au 50^e congrès de l'Union Départementale de Moselle, l'année du 130^e anniversaire de la Confédération, créée à Limoges le 23 septembre 1895.

Et pourtant, à l'instar des 2 UD d'Alsace, notre Union départementale n'est fondée que 24 ans plus tard. Les trois départements devenus Terre d'Empire ou Reichsland, ayant été annexés à l'Empire allemand à la suite de la défaite de la France en 1870, la naissance du syndicalisme y revêt un caractère particulier. Les **Syndicats libres** (ou **Freie Gewerkschaften**) s'y développent à partir de la décennie 1890 sous l'impulsion de la social-démocratie allemande. Syndicalisme essentiellement fondé sur le service, avec le développement industriel et l'exploitation, il est malgré tout traversé en Moselle par des mouvements **revendicatifs liés à un éveil ouvrier** à la conscience de classe. Face à la puissance de son développement dans l'Empire, Bismarck est amené à promulguer plusieurs lois : **en 1883, création d'une assurance maladie, en 1884, sur les accidents du travail et, en 1889, sur une pension retraite à partir de 65 ans.** En fait, il s'agit d'un héritage toujours actuel : **notre régime local d'Alsace-Moselle** qu'il nous a fallu et qu'il nous faut toujours défendre et préserver, le code local également, par exemple **l'article 616 du Code civil local** qui concerne tous les employeurs relevant du droit privé, quel que soit leur secteur d'activité et qui prévoit la **rémunération intégrale du salarié** empêché de travailler, notamment pour cause de maladie.

Avec le retour de l'Alsace-Moselle à la France, le *syndicalisme libre* prend contact avec la CGT en 1919. Un accord d'adhésion est trouvé au mois de mai par l'Union des Syndicats d'Alsace-Lorraine (USAL). **Le premier congrès de l'Union Départementale CGT de Moselle se tient au mois de juillet 1919 à Metz au Tigre Bock. Charles Becker, ouvrier du livre, en est le premier secrétaire général.**

Comme vous pouvez le constater en parcourant l'exposition, ce siècle (et un peu plus) d'existence est traversé jusqu'à nos jours par un intense combat de classe. Face à un patronat avide de profits et des gouvernements le plus souvent acquis à cette cause, la classe ouvrière ne put compter que sur elle-même et sur la CGT pour conquérir des droits et inscrire le progrès social à l'ordre du jour.

Attardons-nous sur quelques événements importants de ce passé. Vous y voyez les grands moments de luttes et de conquêtes. En 1936 la réunification syndicale rassemble de nouveau dans une seule CGT ses deux composantes issues de la scission de 1921 (CGT et CGT Unitaire) qui compte **alors 30 000 adhérents en Moselle.**

Cette unité retrouvée impulse un mouvement de grève inégalé, qui trouve un relai politique pour imposer au patronat les avancées sociales lors des accords de Matignon : l'augmentation des salaires, les 40 heures de travail, les congés payés, le droit syndical. La SNCF est créée le 1^{er} janvier 1938.

Avec la défaite de 1940, la Moselle et l'Alsace sont de nouveau annexées au III^e Reich nazi et, **puisant dans ses racines antifascistes**, la classe ouvrière se met en Résistance. Fondé par l'instituteur syndicaliste et communiste Jean Burger, **le Groupe Mario** comptera dans ses rangs environ 3 000 membres (selon Léon Burger, son frère) : sidérurgistes, mineurs de fer et de charbon, cheminots, hommes et femmes, français, mais aussi d'origine ou de nationalité italienne, polonaise et autres, et, pour la quasi-totalité des militants syndicaux de la CGT et le plus souvent également engagés politiquement au Parti communiste. La répression par la Gestapo est terrible : **près de 1 000 d'entre eux sont internés et déportés, près de 300 périront dans les camps, dont au moins 3 femmes**. D'ailleurs, le 8 mai prochain, nous avons rendez-vous au camp de concentration du STRUTHOF pour rendre hommage à tous ces Résistants (es) à l'occasion du 80^e anniversaire de la victoire contre le nazisme, tant comme l'a écrit l'Allemand Bertold Brecht « le ventre est fécond d'où surgit le monstre ».

Le Conseil national de la Résistance, où siège entre autres la CGT réunifiée après les accords du Perreux en avril 1943, engage à la Libération l'application de son programme : **création de la Sécurité sociale par le ministre Ambroise Croizat, création d'Électricité de France par Marcel Paul, le 19 octobre 1946 la loi sur le statut des fonctionnaires par le ministre Maurice Thorez (tous trois communistes)**, nationalisations des banques et assurances... et, de nouveau, la scission syndicale en décembre 1947, avec la création de Force ouvrière et l'autonomie de la Fédération de l'Éducation Nationale.

Les décennies qui suivent montrent les « trente glorieuses », mais pas pour tous, au regard du coût humain de la course au profit dans les mines et usines, générant des luttes incessantes le plus souvent impulsées par la CGT, des **grèves dures réprimées dans les mines en 1948 et en 1963 quand les mineurs de charbon refusent la réquisition et en 1967 dans la sidérurgie**. Et puis mai 68, où le mouvement social paralyse le pays et au terme duquel de nouveaux acquis sont engrangés. En 1981, la retraite à 60 ans, nationalisations et création des statuts des fonctions publiques d'État, de la Santé et Territoriale par Anicet Le Pors.

La planification capitaliste de la délocalisation et désindustrialisation touche tous les secteurs de nos industries de base, mines, sidérurgie, chimie et au-delà, Grundig, Bata, etc., malgré l'alternance de gouvernements de gauche à partir de 1981, rythmée par des mobilisations inédites pour l'emploi industriel en 1979 et 1984 en Moselle comme dans toute la Lorraine et de grandes manifestations à Paris. Disparition d'emplois par dizaine de milliers, disparition de services publics, désertification de territoire deviennent des réalités, avec le développement de la précarité et de la pauvreté, **terreau pour les idées d'extrême droite, ennemie déclarée de la**

démocratie, du progrès social et donc de la CGT et du syndicalisme en général.

Traversant notre histoire, nous voyons des constantes revendicatives fondées sur les besoins et portées par la CGT : emploi, salaire et pouvoir d'achat, sécurité au travail, égalité homme-femme, protection sociale, retraite, services publics, droits syndicaux...

Un des enseignements à tirer de ces périodes historiques ne réside-t-il pas dans l'importance de l'unité des travailleurs et de leurs organisations sur des objectifs clairs de progrès social pour donner à leurs luttes la puissance nécessaire ? Les récents mouvements pour le droit à la retraite le démontrent, malgré l'utilisation du 49-3 contre la volonté majoritaire des travailleurs opposés à la retraite à 64 ans.

Dans ce cadre, le combat contre le racisme et les discriminations, ce poison de la division des travailleurs instillés par l'extrême droite, ce combat a toujours été une préoccupation constante de la CGT dans notre département où la classe ouvrière s'est construite dans la richesse d'une immigration séculaire. C'est l'objet de la manifestation de samedi à Metz, place Nelson Mandela, un symbole.

De même, dès l'origine, la coopération syndicale transfrontalière avec les organisations voisines de Sarre, du Luxembourg et de Wallonie, et la solidarité internationale indispensable aujourd'hui comme hier avec les travailleurs en lutte, avec le peuple palestinien et le peuple d'Ukraine.

Quiconque ignore son histoire est condamné à la revivre, dit-on. Parce que la connaissance de l'Histoire permet d'éclairer le présent, surtout en cette période lourde de menaces pour les travailleurs, la création en 1999 de l'Institut Mosellan d'Histoire sociale répondait à cet objectif. Nous vous invitons à le renforcer par l'adhésion individuelle et celle de vos organisations.

Enfin, un dernier mot, écrire l'Histoire c'est aussi disposer de sources, de nos sources, ainsi est-il important que nos syndicats et structures se préoccupent d'archiver et de sauvegarder les éléments de leurs activités.

J'en termine en vous souhaitant une bonne journée de travaux pour mettre l'UD de Moselle en mesure d'affronter les défis des jours et des années à venir.

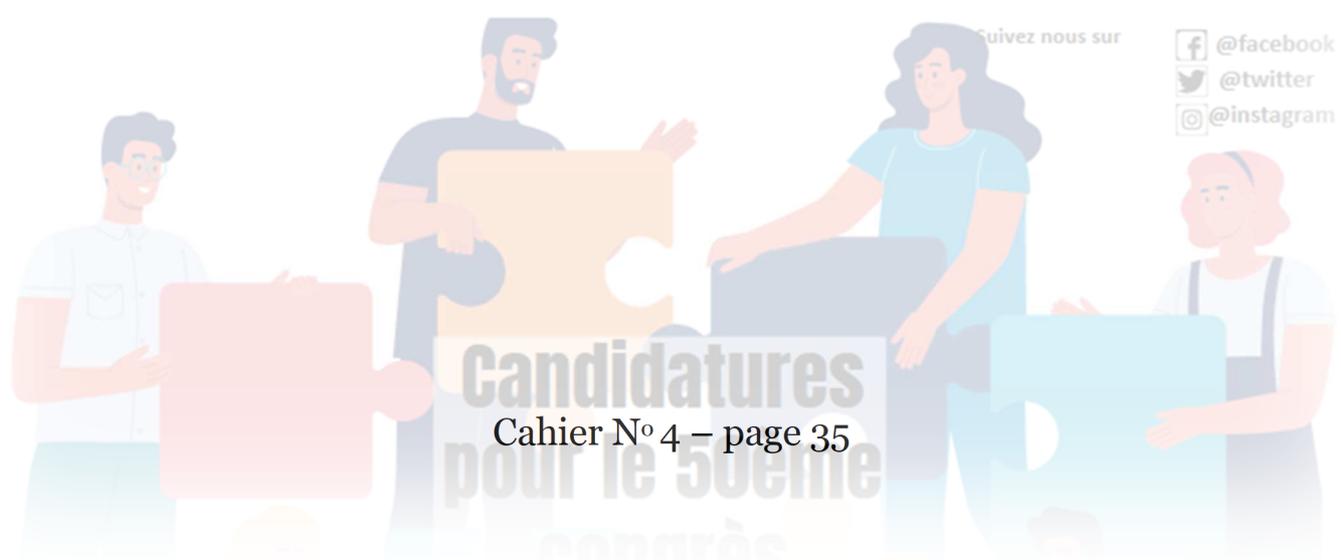
Et vive le 50^e congrès de l'UD de Moselle, vive la CGT !



NUMÉRO 245 - DECEMBRE 2024

mosellan
Journal de l'UD CGT Moselle

Suivez nous sur



Biographies Jean Burger – Annie Schulz

Jean Burger (alias Mario)

Né le 16 février 1907 (durant la 1^{re} annexion au Reich) à Metz. Instituteur formé à l'École Normale de Montigny-lès-Metz, après avoir exercé dans plusieurs localités du bassin sidérurgique, il enseignait à Talange. Engagé à la CGT, militant de la Paix, il figurait parmi les fondateurs de *Paix et Liberté* en Moselle. Militant communiste, il était très actif dans le rayon de Metz-Montigny-les-Metz-Saint-Julien-les-Metz, diffusant l'Humanité. Il participa au recrutement des volontaires pour les Brigades Internationales en Espagne et à la création de la section mesine de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA).

Mobilisé en 1939, fait prisonnier, il prit l'identité de René Legrand et fut détenu dans un stalag près de Nienhagen, d'où il put s'évader grâce à son frère Léon venu le rechercher. À son retour à Metz, il reçut la visite de Charles Hoeffel et de Georges Wodli, ce dernier chargé par la direction du Parti communiste clandestin d'organiser la résistance en Moselle. Ainsi fut créé le Groupe de résistance *Mario*, dont il prit la direction. Il vécut clandestinement chez des camarades communistes, en particulier chez Annie Schulz, dont l'appartement, rue Vauban, à proximité de la gare, possédait deux entrées. Le groupe développa ses activités clandestines et, grâce à l'ancrage du Parti communiste et de la CGT dans la classe ouvrière, compta jusqu'à 3 000 membres, selon Léon Burger, sur l'ensemble de la Moselle, dont près de 300 moururent en déportation. Arrêté en septembre 1942, il réussit une seconde évasion avec l'aide de camarades et de son frère.

En août 1943 commença le démantèlement du Groupe Mario par la Gestapo grâce aux fichiers des renseignements généraux et les informations de deux traitres. Suite à l'arrestation d'Annie Schultz, Jean Burger fut capturé et torturé par la Gestapo. Détenu au *Sonderlager Feste Göben* Fort de Queuleu, il termina, très malade, un terrible périple au camp de Nora-Nordhausen où il mourut le 3 avril 1945 dans un bombardement du camp par l'aviation américaine.

À titre posthume, il obtint de nombreuses distinctions honorifiques : grade de Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 27 novembre 1946), Croix de Guerre avec Palme, Médaille de la Résistance Française (décret du 31 mars 1947), Médaille des évadés (arrêté du ministre des Armées du 16 février 1967).



Annie Schulz née Thoni (alias Panthère)

Née le 14 avril 1910 à Dieuze, fille d'un sidérurgiste. L'un de ses deux frères, Jean, fut membre de la résistance communiste. Le 19 octobre 1929, à Metz, elle épousa Jean Schulz, né en 1905 à Metz, cheminot à la Société des Chemins de Fer d'Alsace-Lorraine, militant CGT et antifasciste, mort en 1936 dans un accident du travail. À partir de 1937, travaillant aux guichets de la gare de Metz, elle militait au syndicat CGT des cheminots.

Elle vécut à Mondelange, où Jean Burger fut l'instituteur de son fils, puis s'installa à Metz. Sollicitée par Charles Hoeffel, elle accepta que son domicile serve de planque à Jean Burger ainsi qu'aux dirigeants alsaciens, Georges Wodli et Alfred Graff quand ils venaient en Moselle. Sous le nom de code « Panthère », elle était chargée de la propagande de la résistance communiste. La Gestapo l'arrêta le 21 septembre 1943 sur son lieu de travail (l'ancienne gare de Metz), puis, munie de ses clefs, pénétra chez elle et captura Jean Burger pris au dépourvu. Interrogée cinq jours durant dans les caves de la Gestapo, placée ensuite à la prison Lerchesflur de Sarrebruck, elle fut transférée au SS-Sonderlager Feste Göben du Fort de Queuleu. Évacuée le 17 août 1944 vers le camp de Schirmeck, puis au camp annexe de Gaggenau-Rotenfels, puis de nouveau à Schirmeck, elle fut libérée le 23 novembre et de retour chez elle le 17 décembre.

À la Libération, Anne Schulz retrouva son emploi à la SNCF et sa place à la CGT. Candidate aux élections municipales de Metz en 1945 sur la « Liste de l'union de la Résistance » où elle représentait l'UFF (Union des femmes françaises), puis en 1947 sur la « Liste d'union républicaine et résistante et de défense des intérêts communaux » (4 élus, mais elle n'en faisait pas partie).

En avril 1946 à Paris, elle représente la Moselle (elles étaient trois) au Conseil national de l'UFF. En 1951, elle est membre du comité départemental de l'UFF. En 1953, déléguée du personnel à la SNCF, elle anime les grèves contre les décrets Laniel.

Vers la fin des années cinquante, elle est réformée pour raisons de santé.

Annie Schulz obtint le titre de déportée résistante (1951), la médaille de la Résistance Française, la croix de guerre 1939-1945 avec palme (1973), la Légion d'honneur (chevalier en 1973, officier en 1981).

Elle mourut le 23 avril 1991 à Metz.

